

## RETOUR DE LA MINURSO DANS LES TERRITOIRES SAHRAOUI

## La RASD avertit le Makhzen contre toute entrave

**La RASD met en garde le Makhzen contre toute entrave au retour de la Minurso dans les territoires sahraouis occupés.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir).** Véritablement, le royaume alaouite ne veut pas arrêter de jouer avec le feu, s'entêtant encore à faire fi des résolutions des Nations-Unies, dont notamment, la toute dernière, la 2285 qui prolonge jusqu'à fin avril 2017 la mission de la Minurso. Et pas que cela, la décision de la Cour de justice de l'Union européenne qui vient d'annuler l'accord agricole UE-Maroc signé en 2012.

Et l'ambassadeur sahraoui à Alger vient de le signifier clairement et solennellement. S'exprimant, hier mardi, au cours d'une conférence de presse en clôture d'une visite de trois jours d'une délégation de la wilaya d'El

Ayoune à Alger, Bucharaya Hamudi Sidina a accusé ouvertement le Makhzen de «velléités», de tourner encore le dos aux résolutions des Nations-Unies, en faisant tout pour entraver le retour de la mission des Nations-Unies pour le Sahara occidental.

Et d'aller encore plus loin, évoquant la volonté du voisin de l'ouest de «créer un foyer de tension dans cette région». Une perspective à laquelle les Sahraouis se «préparent militairement, mais aussi politiquement, via notamment une action diplomatique soutenue», soutient encore l'ambassadeur qui affirme, néanmoins, «privilégier la démarche politique et pacifique».

Seulement, cette option qui, poursuit-il, n'exclut nullement le retour à l'action armée «au cas où l'occupant s'entête dans sa stratégie colonialiste». Surtout, explique-t-il, que les derniers



La mission de la Minurso est prolongée jusqu'en 2017.

événements ont «isolé le Maroc qui voit son alternative d'autonomie ne pas susciter l'adhésion de ses traditionnels alliés dont ne subsiste que la France.

Encore que l'Hexagone fait montre de gêne quant à son inconditionnel soutien.

Surtout que la dernière résolution onusienne rappelle la feuille

de route de la Minurso qui consiste en la préparation d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

A noter qu'à l'issue de son séjour algérois, la délégation sahraouie a paraphé un accord de coopération avec la commune d'Alger-centre dans le sillage de l'accord de jumelage entre les deux villes signé en 2004.

L'accord signé dans le cadre de la commémoration de la création du Front Polisario, le 10 mai, et de la célébration des événements du 8 Mai 1945, porte sur un programme d'échanges culturels s'étalant sur trois mois, avec un rythme d'une activité hebdomadaire.

Un programme qui sera ponctué par une semaine de fraternité et d'amitié à Alger du 14 au 21 juillet prochain.

M. K.

**MALI**

## Un militaire tué dans une attaque contre un camp de l'armée dans la région de Gao

Un camp de l'armée malienne a été attaqué dans la nuit de lundi à mardi dans la région de Gao (nord) par des assaillants non identifiés qui ont tué un soldat, ont indiqué des sources sécuritaires et municipale.

«Dans la nuit de lundi à mardi, des assaillants ont attaqué le camp de l'armée à Bamba. L'armée a riposté, tuant un assaillant, mais un militaire malien a été aussi tué», a déclaré une source militaire malienne.

«Ils ont attaqué le camp militaire qui est au nord de la ville. L'armée a réagi énergiquement. Il y a un mort du côté de l'armée, un mort du côté des assaillants», a précisé un élu de la localité de Bamba, à une centaine de km au nord-ouest de Gao.

«L'armée contrôle la situation. Les assaillants voulaient prendre les armes du camp. Ils n'ont pas pu», a-t-il affirmé.

**PAKISTAN**

## Deux policiers tués dans une explosion dans le sud-ouest du pays

Au moins deux policiers ont été tués et 11 autres blessés hier, dans l'explosion d'une bombe devant une université de la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, ont rapporté des médias locaux et des officiels. Le ministre de l'Intérieur de la province, Sarfaraz Bugti, a indiqué que des hommes armés visaient un poste de contrôle de police devant l'université du Baloutchistan, la plus grande université de la province située dans la capitale Quetta.

La chaîne de télévision locale a rapporté de son côté que ces hommes armés ont fait exploser des explosifs placés sur la route à l'aide d'un mécanisme télécommandé et ont fui les lieux.

La police et les forces de sécurité ont lancé une opération de recherche dans la région suite à cette attaque afin de retrouver les hommes armés en fuite.

**SYRIE**

## Damas a encore «beaucoup à faire», estime Poutine

**L'armée syrienne a encore «beaucoup à faire» en Syrie, a estimé hier Vladimir Poutine, ajoutant que l'opération militaire menée par Moscou avait permis de prouver «l'efficacité» de l'armement russe avec plus de 30 000 cibles terroristes atteintes.**

Parallèlement, le Président russe a admis pour la première fois que l'armée russe avait rencontré des «problèmes et lacunes» au cours de l'opération déclenchée le 30 septembre à la demande de Damas. Mais il n'a donné aucune précision sur ces «problèmes».

«Nous savons tous que la situation (en Syrie) est difficile et que l'armée syrienne a encore beaucoup à faire» pour lutter contre les terroristes de l'organisation Daesh et du Front al-Nosra, a déclaré M. Poutine lors d'une réunion

avec les responsables du secteur militaro-industriel russe, selon des images retransmises par la télévision russe.

Il a ensuite dressé le bilan temporaire de l'opération militaire en Syrie : l'armée russe y a mené plus de 10 000 sorties aériennes et frappé plus de 30 000 cibles terroristes, a-t-il indiqué.

Les bombardiers stratégiques, sous-marins et navires de guerre russes ont tiré 115 tirs de missiles de croisière, a-t-il précisé, estimant que «l'efficacité et la haute qualité de l'armement russe ont clairement été prouvées en Syrie».

«Avec l'aide de l'aviation russe, les forces syriennes ont libéré des terroristes plus de 500 localités», a-t-il affirmé.

«Néanmoins, et nous devons désormais concentrer tous nos efforts sur cela, l'opération en Syrie a révélé certains problèmes et lacunes», a déclaré M. Poutine, sans donner davantage de

détails. La Russie s'est engagée lundi avec les Etats-Unis à «redoubler d'efforts» pour aboutir à un règlement politique du conflit syrien et étendre le cessez-le-feu à Alep.

Lundi, l'armée syrienne a annoncé la prolongation de la trêve établie la semaine dernière jusqu'à mercredi 21h GMT dans ce principal champ de bataille du conflit qui a fait plus de 270 000 morts depuis 2011.

Fidèle allié du Président syrien Bachar Al-Assad, Moscou a promis de faire pression sur Damas pour limiter les bombardements, alors que le gouvernement syrien est accusé d'avoir mené ces dernières semaines plusieurs raids aériens sur Alep, fragilisant le cessez-le-feu et faisant de nombreuses victimes civiles.

L'armée russe est accusée par les rebelles et les Occidentaux d'avoir soutenu ces raids aériens, ce que Moscou dément fermement.

**SOUDAN**

## 6 civils tués dans une attaque contre un camp de déplacés au Darfour

**6 civils, dont deux enfants, ont été tués lors d'une attaque d'hommes armés contre un camp de déplacés au Darfour, une région de l'ouest du Soudan, ont indiqué hier un témoin et un responsable de l'ONU.**

Un membre de l'Opération conjointe de l'Union africaine et des Nations-Unies au Darfour (Minuad) a en outre été blessé lors de cette attaque survenue dans l'Etat du Darfour-Nord.

Armés de mitraillettes et de lance-roquettes, des membres armés des tribus locales ont attaqué lundi à deux reprises le camp de Sortoni qui héberge des dizaines de milliers de personnes ayant fui les affrontements entre l'armée et des combattants rebelles, a indiqué à l'AFP un habitant du camp.

Dans un communiqué, la coordinatrice humanitaire de l'ONU au Soudan, Marta Ruedas, «a condamné l'attaque et la mort de six civils, dont deux enfants, à Sortoni par des membres de tribus locales».

Selon l'Office de l'ONU pour la coordination des Affaires humanitaires (Ocha), la tension est montée «entre les déplacés et les tribus locales à cause de vols de bétails».

Le Darfour est déchiré par les violences depuis 2003, lorsque des rebelles ont pris les armes pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme leur marginalisation par les élites arabes dominant le gouvernement du Président Omar El-Béchir, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989. Les violences ont depuis diminué, mais des heurts entre rebelles et

gouvernement ou entre tribus se poursuivent, ainsi que des violences liées au banditisme.

Au lendemain d'une visite au Darfour fin avril, Aristide Nononsi, expert indépendant de l'ONU sur les droits de l'Homme au Soudan, a estimé que la sécurité dans cette région demeurerait «instable». Le vice-Premier ministre qatari Ahmed ben Abdallah Al-Mahmoud, qui assure une médiation entre les parties en conflit, a en revanche estimé lundi à Khartoum que le Darfour était «maintenant stable».

Plus de 300 000 personnes sont mortes et 2,5 millions ont dû fuir leurs foyers depuis 2003, selon l'ONU.

M. Béchir est réclamé par la Cour pénale internationale pour crime de guerre au Darfour.